

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

OTC

Commémoration du 24 avril



Rendez-vous était donné à 15 heures devant la statue de Komitas, sur cette esplanade d'Arménie inaugurée en fin d'année dernière par la maire de Paris, Anne Hidalgo. Sous un soleil agréable, quatre mille de citoyens se sont réunis dans ce lieu situé à quelques encablures de la cathédrale Saint-Jean Baptiste de la rue Jean Goujon, où au même moment une messe de requiem était célébrée.

A Komitas, petit à petit les invités sont arrivés. Parmi eux, Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France, Anne Hidalgo, maire de Paris, mais aussi Gabriel Attal, Porte-parole du gouvernement.

Étaient entre autres également présents Hasmik Tolmadjian, ambassadrice de la République d'Arménie en France, Hovhannès Guévorkian, représentant de la République du Haut-Karabagh en France, S.E. Christian der Stepanian, ambassadeur, délégué permanent de la République d'Arménie auprès de l'UNESCO et de l'OIF, S.E. Jonathan Lacôte, Roger Karoutchi, Vice-président du Sénat, François Pupponi, député du Val-d'Oise, Sylvain Maillard député LREM, Nathalie Loiseau, députée européenne, François-Xavier Bellamy, député européen, Jeanne d'Hauteserre, maire du VIII^e arrondissement de Paris, Anouch Toranian, adjointe à la Maire de Paris en charge de la vie associative, de la participation citoyenne et du débat public ou Arnaud Ngatcha, adjoint à la Maire de Paris en charge des relations internationales et de la francophonie ou Arthur Khandjian, adjoint au maire d'Issy-les Moulineaux...

Jour d'élections présidentielle oblige, les responsables politiques nationaux étaient tenus à un devoir de réserve. Cependant, Valérie Pécresse, représentante des Républicains et Présidente de la région Ile-de-France et Anne Hidalgo, voix du parti socialiste durant la campagne électorale et maire de Paris, ont malgré tout fait le déplacement et demandé à pouvoir s'exprimer.

A 15h30, la cérémonie a débuté avec un dépôt de gerbes au pied de la statue Komitas. Les coprésidents du CCAF, Ara Toranian et Mourad Papazian, ont démarré, suivis par le Conseil démocratique des Kurdes de France, Jeanne d'Hauteserre, Valérie Pécresse, Anne Hidalgo, Roger Karoutchi, Hasmik Tolmadjian et Gabriel Attal.



Après une minute de silence en mémoire, les prises de paroles ont commencé.

C'est **Ara Toranian**, coprésident du CCAF, qui a d'abord fait son discours.

« Je voudrais tout d'abord et en premier lieu exprimé notre reconnaissance à la France qui a si généreusement accueilli les rescapés du génocide de 1915 et qui à instauré cette journée nationale de commémoration. Merci à elle, merci au peuple français, merci à notre république.

Merci au Préfet de région, merci à tous les élus, aux défenseurs des droits de l'homme, aux responsables politiques, acteurs associatifs, intellectuels, journalistes, qui nous font l'honneur d'être parmi nous, avec une pensée particulière pour Gabriel Attal qui représente le gouvernement mais ne pourra s'exprimer en raison du devoir de réserve, pour notre chère Anne Hidalgo, la maire de Paris, toujours à nos côtés, et pour notre chère Valérie Pécresse, la présidente de la région île-de-france toujours si solidaire. Merci à toutes et à tous. Votre présence constitue un soutien politique essentiel au moment où le droit à l'existence du peuple arménien sur ses terres historiques se voit à nouveau menacés par ceux-là mêmes qui avaient décidé, ordonné et réalisé le génocide de 1915 que nous commémorons aujourd'hui.

Ceux-là mêmes ? Hélas ! car s'il y a une différence de degré entre le gouvernement « Jeune turc » de 1915, ordonnateur de l'entreprise d'extermination, et Recep Tayyip Erdogan, l'organisateur contemporain de son parachèvement, il n'existe aucune différence de nature entre ces deux bouts de la

chaîne du panturquisme. Le premier a accompli le gros œuvre, avec l'assassinat des deux tiers du peuple arménien, et des centaines de milliers d'Assyrochaldéens et de Grecs, tandis que le second avec son homologue Azerbaïdjanais Aliiev se charge des finitions. Car qu'est-ce que le négationnisme sinon le volet politique du génocide, sa continuation par d'autres moyens ? Et qu'est-ce qu'a été la participation de la Turquie à l'opération de nettoyage ethnique lancée à l'automne 2020 par l'Azerbaïdjan, sinon la suite du programme d'annihilation ? Les tuer, s'en débarrasser à tout prix, les chasser « comme des chiens » dit-on jusqu'à aujourd'hui à Ankara comme à Bakou, tout en s'appropriant leur territoire historique, leurs biens, tout en procédant à l'effacement méthodique des traces de leur présence physique ou culturelle, car il faut bien préparer le négationnisme de demain, n'est-ce pas ?

Cet insupportable engrenage historique, dont nous subissons la répétition sans fin s'appuie, parmi ses multiples causes, sur un facteur aggravant qu'il faudra bien traiter un jour. Ce facteur a trait à l'impunité du totalitarisme panturque, fruit de nos lâchetés collectives et de la double complaisance aussi contre intuitive que contre productive d'un certain Occident et d'un certain Orient à son endroit.

Comment en effet ne pas s'indigner qu'à l'Ouest, l'on considère quasiment aujourd'hui Erdogan comme un faiseur de paix, en oubliant presque qu'il était perçu comme une menace il y a quelques mois. Comment ne pas être las, de cette sempiternelle frivolité d'un certain occident, qui ne se détourne de la loi du marché que pour se laisser guider par les intérêt tactiques du jour, en abandonnant si besoin à la barbarie le Rojava ou le Karabakh, comme on a laissé tomber Kaboul aux mains des Talibans. Comment ne pas dénoncer cette légèreté qui l'entraîne, pour se libérer aujourd'hui de sa dépendance énergétique à la Russie, à se livrer à une autre servitude volontaire en allant chercher son gaz à Bakou, chez un dictateur de la pire espèce, via la Turquie, chez un autre despote, en dépit des risques de chantage évident que ne manquera pas de produire ce remède pire que le mal, a bien des égards.

Et, coté oriental cette fois, comment ne pas dénoncer le soutien permanent de la conférence des Etats islamique à l'Azerbaïdjan, qui a bénéficié durant la guerre de 44 jours du renfort de 2000 djihadistes syriens recrutés par Ankara et de l'appui militaire de la Turquie et du Pakistan ? Comment ne pas être là, de cet éternel enfermement de l'Orient, si longtemps soumis aux appétits colonialistes et impérialistes étrangers, et qui n'en finit pas de chercher en lui-même les instruments de sa propre domination, au nom d'on ne sait quel fondamentalisme et autres totalitarisme.

Chers amis

A l'heure où le sang coule sur le continent européen, il n'est bien sûr pas illégitime de s'interroger sur la pertinence qu'il y a à se réunir pour se souvenir d'un génocide qui s'est déroulé il y a cent ans. La question naturellement se pose. Mais raisonner ainsi, ne serait-ce pas oublier que les crimes perpétrés aujourd'hui se nourrissent de l'amnésie à l'égard de ceux commis hier, qu'ils s'alimentent de leur impunité ?

Ne serait-ce pas oublier que l'indifférence inouïe qui a entouré l'agression turco-azerbaïdjanaise sur le Haut-Karabakh n'a pu qu'encourager la guerre lancée contre l'Ukraine comme l'affirme sans détour un rapport de Freedom House publié il y a quelques jours ?

Alors oui ! Evidemment que tout est lié, depuis le génocide arménien jusqu'à la Shoah. Bien sûr que les lâcheté d'hier on fait le lit des événements tragiques que nous vivons en ce moment. Alors oui, s'il faut se féliciter que l'on procure aujourd'hui aux Ukrainiens les moyens de faire face, jusque dans une certaine mesure dit-on, comment ne pas se désoler que l'on ait même pas envoyer un gilet par balles aux Arméniens du Karabakh. Tout cela est consternant. Comme l'est l'indifférence générale à l'égard des bombardements auxquels se livrent, au moment même où je vous parle, le soi-disant faiseur de paix Erdogan, qui ensanglante à nouveaux le Kurdistan d'Irak, tout en continuant à semer la mort dans le Kurdistan de Syrie. Qu'il me soit permis de saluer les représentants kurdes qui se trouvent présents parmi nous ici, comme ceux de l'île européenne de Chypre, occupé depuis 48 ans, sans que Bruxelles n'ait jamais imposé la moindre sanction à la Turquie.

Étrange et insupportable époque qui laisse libre cours à toutes les palinodies, à toutes les trahisons, à toutes les incohérences, à tous les abus de langage dont ceux relatifs au concept de génocide, instrumentalisé par les uns ou par les autres pour les besoins du moment.

Mes chers amis,

si la commémoration d'aujourd'hui a du sens, c'est bien sûr pour la mémoire de nos 1 500 000 morts sans sépultures dont les reliques continuent parfois d'affleurer dans le désert brûlant de Der Zor, c'est bien sûr aussi pour la défense de leur dignité outragée jusque dans l'au-delà par le négationnisme d'Etat de la Turquie, mais c'est aussi, indissociablement pour la protection des vivants, où qu'ils soient, précarisé par le permis de tuer que constitue l'oubli et l'impunité. Se souvenir c'est prévenir. Dénoncer c'est protéger. Je vous remercie. »

Mourad Papazian, coprésident lui aussi du CCAF, lui a succédé.

« Monsieur Gabriel Attal, représentant le Président de la République et le gouvernement, votre statut vous impose le silence républicain aujourd'hui, jour du second tour de l'élection présidentielle même si nous savons que vous avez très envie de vous exprimer à l'occasion de ce jour marquant le 107^e anniversaire du génocide des Arméniens.

Le 24 Avril 1915. C'était un dimanche. Un dimanche comme aujourd'hui. Alors que les enfants jouaient dans les champs, que les hommes et les femmes se préparaient à aller à la messe, alors que les familles préparaient le déjeuner dominical, l'horreur s'abattait sur les Arméniens. Ce dimanche 24 Avril a scellé l'avenir d'un peuple. Humilié, massacré, déporté, subissant le pire, les femmes, les hommes, les enfants et les vieillards n'ont pas été épargnés par la barbarie, la sauvagerie. Le génocide des Arméniens n'a toujours pas été reconnu par ses auteurs, le gouvernement turc. Et pourtant, la recherche historique est très claire et sans ambiguïté. C'est un génocide. Toutes les associations indépendantes de recherche, tous les historiens spécialisés dans cette période de l'Histoire, les instances internationales comme l'ONU ou le Parlement Européen ont reconnu 1915 comme un génocide. Aucun historien indépendant ne s'y est opposé. Les Etats concernés par cette période de l'Histoire l'ont reconnu. Sauf un ! La Turquie. La Turquie qui n'ont seulement s'enferme dans la négation du génocide des Arméniens. Elle le nie. Mais depuis l'arrivée d'Erdogan au pouvoir, la Turquie industrialise le négationnisme du génocide des Arméniens.

Pourquoi la Turquie nie ? Pourquoi la Turquie organise le négationnisme ? Mais tout simplement parce que la Turquie, en réalité, assume cette partie de l'Histoire. Et elle l'assume très clairement en même temps qu'elle nie avoir commis un génocide. Elle l'assume très clairement puisque le principal ordonnateur du génocide, TALAAT, le HITLER turc est glorifié en Turquie. Un mausolée TALAAT sur la colline de la liberté à Istanbul. Des boulevards, des avenues, des rues portent le nom de Talaat dans les principales villes de Turquie. Je le répète, TALAAT est le HITLER turc. Mais cela ne dérange personne. Peut-on imaginer des mausolées, des boulevards, des avenues ou des rue HITLER en Allemagne ou ailleurs ? Evidemment NON et heureusement ! Bien évidemment ! L'Allemagne a procédé à sa dénazification alors que la Turquie renforce sa doctrine de 1915, le PANTURQUISME.

La Turquie assume parce qu'ERDOGAN est l'héritier de TALAAT. Erdogan est le

tenant du néo-ottomanisme. Il veut restaurer la toute-puissance de la Turquie. Il veut une Turquie autoritaire tant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'extérieur. Il a mis ses opposants au pas depuis le fameux coup d'Etat manqué de juillet 2016. Ce coup d'Etat, un formidable prétexte pour Erdogan pour faire le ménage parmi l'opposition.

La Turquie assume parce que comme Talaat, Erdogan est le tenant du PANTURQUISME, cette idéologie qui a présidé aux destinées du peuple arménien en 1915 et qui demeure la doctrine d'Etat en Turquie. Et Erdogan veut en finir avec les Arméniens. C'est lui qui, depuis de nombreuses années, avec Aliev prépare la guerre contre l'Arménie et l'Artsakh pour en finir avec les Arméniens. En finir avec les Arméniens en Artsakh mais en finir aussi avec une certaine idée de l'Arménie. Et les projets de cession de l'Artsakh à l'Azerbaïdjan et d'ouverture des relations entre l'Arménie et la Turquie font partie de ce plan. En finir avec les Arméniens en mettant la main sur l'Artsakh et l'Arménie.

Et il sait qu'il peut le faire puisque la guerre des 44 jours a été atroce pour les Arméniens qui avaient à faire face à deux Etats, deux gouvernements, deux armées, deux arsenaux militaires, deux appareils diplomatiques. La Turquie et l'Azerbaïdjan ont déployé leurs forces et leurs moyens contre les Arméniens. Avec 2000 djihadistes, supplétifs de l'armée turque. Sans que le monde bouge le petit doigt pour empêcher, pour arrêter puis pour punir. Les bombes au phosphore blanc, les armes à sous-munitions, les drônes kamikazes ont causé la mort de 5000 jeunes Arméniens et en ont handicapé 12 000.

Le combat pour la sécurité de l'Arménie et de l'Artsakh est une de nos priorités. La question de la reconnaissance de l'indépendance de l'Artsakh est un acte de prévention qu'il convient de mettre à l'ordre du jour d'une conférence internationale qui pourrait se dérouler, pourquoi pas à Paris. Parce que la France, co-présidente du groupe de Minsk est, indéniablement, une alliée de l'Arménie et que c'est en tant que telle que nous attendons beaucoup d'elle.

Erdogan veut non seulement en finir avec les Arméniens mais il organise l'expansionnisme de la Turquie. L'Asie centrale, le Caucase mais aussi le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Amérique du sud et l'Europe et en Europe, la France. Erdogan depuis 20 ans a organisé, politisé, financé des associations, préparé et entretenu les dirigeants. Il surveille personnellement l'avancée des forces turques en France et en Europe.

C'est bien lui qui a clamé, en s'adressant aux Turcs de France : « chaque Turc de France sera un ambassadeur de la Turquie en France ».

C'est bien lui qui a scandé : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupelles

nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ». C'est bien lui qui a organisé la formation et l'envoi de dizaines et dizaines d'Imams radicaux turcs en France qui officient dans des mosquées radicales. C'est bien lui qui stimule les Loups gris contre les Arméniens. Une organisation interdite par le ministère de l'intérieur en octobre 2020 mais qui continue son action malgré tout.

C'est bien Erdogan qui a défini la stratégie de domination de l'islam par la Turquie. Et c'est là que les réseaux se déploient au sein même de l'islam de France. Dominer le monde arabe pour dominer l'islam.

C'est bien lui, Erdogan qui est une menace pour la France.

Erdogan restera, indéniablement, un problème pour la France dans les mois et les années à venir. Nous avons vu de quelle manière il a insulté le Président de la République à de nombreuses reprises. Nous avons vu de quelle manière il a organisé le boycott des produits français en Turquie. Nous avons vu de quelle manière il a insufflé un climat anti-français en Turquie.

Alors non, il ne faudra pas laisser faire.

La résistance ne suffira pas !

Il faudra donc contre-attaquer ! Dénoncer ! Dévoiler !

Au nom des valeurs que nous défendons, il faudra agir !

En ce 24 Avril 2022, ici à Paris, à l'ombre de la statue du révérend-père Komitas, nous prenons tous ici l'engagement de poursuivre notre combat jusqu'à la victoire finale. La victoire de la vérité et de la justice. La victoire de la liberté et de la démocratie. La victoire des valeurs des lumières symbolisées par la France !

Nous le devons aux 1 500 000 victimes du génocide de 1915 ! »

La parole a ensuite été donnée à **Valérie Péresse**.

La Présidente d'Ile-de-France a rappelé que « chaque année, nous commémorons ce tragique anniversaire au pied de la statue du Père Komitas. Chaque année, la douleur est là », mais cette manifestation 107 ans après le génocide met en exergue « l'âme du peuple arménien ». Ce génocide, dit-elle, aurait pu anéantir les Arméniens mais en réalité, les Arméniens ont obtenu deux grandes victoires : l'indépendance du pays et la reconnaissance du génocide dont Joe Biden s'est encore fait l'écho l'an dernier. « Mais rien n'est jamais acquis », prévient-elle. « Depuis 2020 et jusqu'à aujourd'hui, le Haut-Karabagh lutte pour sauver l'identité arménienne. » Pendant 44 jours, l'Ile-de-France a été présente pour apporter une aide humanitaire, le Conseil régional a également reconnu à

l'unanimité l'indépendance du Haut-Karabagh. « Les collectivités locales peuvent beaucoup, affirme la présidente de région, car elles sont l'émanation du peuple et portent des messages. » Menacée par Aliiev, Valérie Pécresse répète qu'elle ne reculera jamais car « défendre l'Artsakh, c'est défendre un peuple, des valeurs, une amitié profonde, la liberté religieuse, les Chrétiens d'Orient et notre civilisation. La France doit tout faire pour obtenir la libération de tous les prisonniers, un traité de paix et, pourquoi pas, une conférence à Paris. » L'Ukraine ne doit pas faire oublier le Karabagh. « La cause de l'Arménie est la nôtre », explique-t-elle en évoquant les 30 ans de relations diplomatiques et de coopération entre Paris et Erevan.

La région Ile-de-France va amplifier sa coopération avec Erevan et lancer un programme de protection du patrimoine historique et religieux en partenariat avec l'UNESCO.

« Au XX^e siècle, beaucoup d'Arméniens sont devenus français. Leurs blessures sont devenues les nôtres. Dans un Caucase inflammable, on peut blesser l'Arménie, mais elle sera toujours là. » Valérie Pécresse conclut son intervention par cette citation de William Saroyan : « Il suffirait que deux d'entre eux se rencontrent, n'importe où dans le monde pour qu'ils créent une nouvelle Arménie. » Un peuple occupé, un peuple supplicié mais qui parvient à triompher du génocide mérite notre respect.

C'est enfin la maire de Paris, **Anne Hidalgo**, qui prend la parole.

Rappelant que chaque année, nous nous retrouvons pour rendre hommage aux 1,5 millions de victimes du génocide, elle dit « sa fidélité, son amitié et son soutien » aux Arméniens. L'amitié ne doit pas être qu'un mot, il faut des preuves au quotidien. Ce haut lieu de la mémoire en est un.

Depuis plus de vingt-et-un ans, les Arméniens ont obtenu une première victoire avec la loi de janvier 2001, « cette loi nous permet d'être là aussi. C'est l'honneur des descendants et des victimes du négationnisme d'Etat de la Turquie et de l'Azerbaïdjan. Nous ne sommes cependant pas au bout du chemin. Chaque jour, la propagande négationniste la plus dangereuse s'amplifie via des organisations extrémistes dont l'ignoble organisation des Loups gris. Il faut une loi pénalisant la négation du génocide car on ne transige pas avec la vérité à propos d'un génocide. » Dans leur pays, des intellectuels et élus turcs se battent pour obtenir la reconnaissance du génocide. « Il y a là-bas aussi une résistance. Il faut pénaliser la négation et soutenir là-bas ceux qui se battent. On ne doit pas

trembler car cette négation que l'on doit reconnaître permettra d'affaiblir le pouvoir qui a menacé et menace encore l'Arménie et le Haut-Karabagh. »

La guerre lancée par l'Azerbaïdjan appuyée par la Turquie continue à bas bruit , l'Azerbaïdjan tente de grignoter des morceaux du territoire arménien, elle met en danger l'Arménie et par-là même notre liberté et notre démocratie en Europe. « Le sort de l'Europe se joue aussi en Arménie et en Artsakh. » Outre l'inauguration de l'Esplanade de l'Arménie qui visait à montrer « le soutien total de la ville de Paris à l'Arménie, à l'Artsakh et à son peuple, ce soutien nous le traduisons en actes avec une place Hrant Dink à venir dans le 13^e arrondissement » et un souvenir adressé à Arpie Missakian dans le 9^e. La ville va également proposer de voter en juillet prochain un soutien financier à un projet de Santé Arménie. Enfin, la maire a annoncé un prochain voyage en Arménie et en Artsakh. « Nous sommes avec vous et reconnaissons ce drame » et la ville va rester attentive à « ce qui pourrait se passer si nous sommes indifférents aux événements. » Se disant admirative du combat des Arméniens, le partageant car il repose sur la démocratie et des valeurs communes, Anne Hidalgo conclut : « Votre combat est le nôtre ».

Une marche a ensuite été engagée partant de la Statue de Komitas aux jardins du Trocadéro. Un parcours relativement court imposé par le préfet Lallemand.

Photoreportage de Jean Eckian :

[Commémoration du 24 avril - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

2.Nouvelles d'Arménie Magazine

25 avril 2022

[Biden prononce à nouveau le mot « génocide » - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

Biden prononce à nouveau le mot

« génocide »



Dimanche 24 avril, le président américain Joe Biden a de nouveau qualifié de génocide les massacres d'Arméniens perpétrés en 1915 dans la Turquie ottomane.

« Aujourd'hui, nous nous souvenons du million et demi d'Arméniens qui ont été déportés, massacrés ou conduits à la mort dans le cadre d'une campagne d'extermination, et nous pleurons la perte tragique de tant de vies », a déclaré Joe Biden, dans un communiqué publié à l'occasion du 107^e anniversaire de ce qu'il a également appelé « l'une des pires atrocités de masse du XX^e siècle ».

« Alors que nous réfléchissons au génocide arménien, nous renouvelons notre promesse de rester vigilants face à l'influence corrosive de la haine sous toutes ses formes, a-t-il ajouté. Nous nous engageons à nouveau à parler et à mettre fin aux atrocités qui laissent des cicatrices durables dans le monde ».

Biden a de nouveau rendu hommage aux survivants arméniens du génocide et à leurs descendants.

« C'est aussi un moment pour réfléchir à la force et à la résilience du peuple arménien, a-t-il dit. Après avoir enduré un génocide, le peuple arménien était déterminé à reconstruire sa communauté et sa culture, si souvent dans de nouveaux foyers et de nouvelles terres, y compris les États-Unis. Les Américains d'origine arménienne sont une partie essentielle du tissu des États-Unis. »

Biden a fait une déclaration similaire en avril 2021, rompant ainsi avec la politique de ses prédécesseurs de ne pas utiliser le mot « génocide » par crainte de contrarier la Turquie. Sa décision de réaffirmer la reconnaissance du génocide a suscité de vives critiques de la part d'Ankara.

Le ministère turc des Affaires étrangères a dit que de telles déclarations « déforment les faits historiques avec des motifs politiques. »

« La Turquie commémore avec respect les souffrances de toute la population ottomane, y compris les Arméniens », a-t-il déclaré dans un communiqué.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a allégué en 2019 que les Arméniens avaient eux-mêmes massacré des civils musulmans et que leurs déportations massives dans le désert syrien étaient « l'action la plus raisonnable qui pouvait être prise » par le gouvernement ottoman.

Le gouvernement arménien n'a pas immédiatement réagi à la déclaration de Biden.

La Chambre des représentants et le Sénat américains ont adopté à l'unanimité des résolutions sur le génocide en 2019, après des décennies de lobbying de la part des groupes de défense arméno-américains. L'un d'entre eux, l'Armenian Assembly of America, n'a pas tardé à saluer la dernière déclaration de Biden.

« La déclaration d'aujourd'hui renforce le fait que le génocide arménien est une partie institutionnelle du dossier et de l'histoire américains », ont déclaré les coprésidents de l'Assemblée, Anthony Barsamian et Van Krikorian, dans un communiqué commun.

Le Comité national arménien d'Amérique (ANCA) a été moins impressionné par la démarche de M. Biden, estimant que Washington devait également contrer les graves menaces de sécurité que font peser la Turquie et l'Azerbaïdjan sur l'Arménie et le Haut-Karabakh.

« Le bilan du président Biden reflète malheureusement la lettre, mais pas le véritable esprit de la reconnaissance du génocide, a déclaré Aram Hamparian, directeur exécutif de l'ANCA. Aucune pression soutenue sur la Turquie pour qu'elle assume ses responsabilités actuelles, aucune confrontation avec la violence génocidaire de l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh, aucune contestation

énergique du déni permanent de ce crime par Ankara, aucun soutien actif aux programmes éducatifs américains. Il peut et doit faire mieux. »

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

3.Nouvelles d'Arménie Magazine

26 avril 2022

[Erdogan attaque Biden - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

Erdogan attaque Biden

Le président Recep Tayyip Erdoğan a critiqué lundi 25 avril la réaffirmation par Joe Biden du génocide arménien.

Dans une allocution télévisée à la suite d'une réunion du Cabinet, Erdoğan a appelé Biden à « apprendre l'histoire » concernant les Arméniens, a insisté sur le fait que de telles déclarations « provoquaient l'inimitié » entre les peuples turc et arménien et a maintenu que le peuple arménien souffrirait le plus de cette « hypocrisie », rapporte le quotidien ultra-nationaliste Daily Sabah.

« Les déclarations relatives aux revendications arméniennes (...) n'ont aucun effet sur nous », a déclaré Erdoğan. « C'est ainsi que nous voyons la déclaration du président américain, et nous ne trouvons même pas utile de nous y attarder, car tout est basé sur des mensonges et de fausses informations. »

Ankara a qualifiée la déclaration de Biden d'« incompatible avec les faits historiques et le droit international. »

« Le président américain devrait apprendre et connaître très bien l'histoire », a déclaré Erdoğan. « Nous ne pouvons pas pardonner cette tentative visant à défier la Turquie en l'absence de telles connaissances (historiques). »

Le président a déclaré que de telles déclarations sur les événements de 1915, qui « sont soi-disant reconnus par les gouvernements et les parlements de divers pays », ne concernent pas la Turquie.

26 avril 2022

La diplomatie turque réagit aux déclarations de J.Biden sur le génocide des Arméniens

La Turquie n'a pas manqué de réagir aux propos tenus par le président américain Joe Biden le mercredi 24 avril à l'occasion du 107^e anniversaire du massacre des Arméniens de l'Empire ottoman qu'il a qualifié cette année encore de génocide. Mais si la Turquie avait protesté et proféré des menaces le 24 avril 2021, lorsque Biden, à peine arrivé à la Maison Blanche, en un geste qu'aucun autre de ses prédécesseurs, malgré leurs promesses, n'avait osé faire, avait officialisé la reconnaissance du génocide des Arméniens actée par le Congrès américain moins de deux ans avant, elle se montrait cette fois un peu moins véhémente. Le contexte international, marqué par la guerre en Ukraine qu'Ankara met à profit pour retourner dans les bonnes grâces de l'Occident, ne se prête guère à une épreuve de force avec Washington. Tandis que le président Erdogan ressortait son refrain sur les souffrances partagées par les peuples turc et arménien durant la Première Guerre mondiale dont le génocide ne serait qu'un dommage collatéral, justifiant une fois encore la déportation des Arméniens au nom de la sécurité de l'Empire ottoman, le ministère turc des affaires étrangères réagissait aux propos de Biden par un communiqué dénonçant les « distorsions de l'Histoire ». « Nous rejetons de telles déclarations et décisions qui consistent à tronquer les faits historiques pour des motifs politiques, et nous condamnons ceux qui persistent dans cette erreur », indique notamment le ministère turc, en ajoutant que Biden avait répété la même erreur qu'il avait faite l'an dernier. Mercredi, dans une déclaration diffusée à l'occasion du 107^e anniversaire de ce 24 avril 1915 qui marquait le début de la campagne d'extermination des Arméniens de l'Empire ottoman, Biden rendait hommage aux 1,5 million d'Arméniens « qui furent déportés, massacrés ou conduits à la mort dans une

campagne d'extermination ». L'an dernier, Biden avait été le premier président américain à commémorer cet anniversaire en qualifiant les massacres commis contre les Arméniens de « génocide », provoquant la fureur de la Turquie. A l'époque, le ministère turc des affaires étrangères avait déclaré : « Nous rejetons et dénonçons dans les termes les plus forts la déclaration du président des Etats-Unis concernant les événements de 1915 faite sous pression des milieux arméniens radicaux et des groupes anti-Turcs ». La Turquie persiste à nier l'existence d'un génocide ayant entraîné la mort de plus d'1,5 million d'Arméniens et la dispersion des survivants à travers le monde, et s'en tient à la version selon laquelle quelque 300 000 à 500 000 Arméniens auraient été tués durant la guerre, dans le cadre de représailles contre des massacres que les Arméniens auraient eux aussi perpétrés. Le ministre turc des affaires étrangères Mevlut Cavusoglu ne pouvait toutefois s'en tenir au contenu trop diplomatique du communiqué diffusé par son ministère en réaction à la déclaration de Biden. Lors d'une visite en Uruguay samedi, il a ouvertement fait le geste de ralliement des « Loups gris », un groupe ultranationaliste d'extrême droite turc considéré comme terroriste dans nombre de pays. Un geste de défi et de haine qu'il a adressé depuis sa voiture diplomatique aux membres de la communauté arménienne d'Uruguay, qui manifestaient devant l'ambassade turque à Montevideo. L'Uruguay est le premier pays à avoir officiellement reconnu le génocide arménien en 1965. Depuis trente autres nations, dont la Russie, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, ont franchi le pas. Le geste du chef de la diplomatie turque n'augure pas en tout cas de la volonté de dialogue avec l'Arménie affichée par Erdogan qui rappelait, le 24 avril encore, l'importance du processus amorcé par les envoyés spéciaux des deux pays en vue d'une normalisation entre les deux pays... même si l'Arménie a annoncé qu'il était inconditionnel, et qu'il ne passait donc pas par une reconnaissance du génocide arménien par la Turquie, même s'il doit en passer par une reconnaissance de la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Karabagh, dans la logique maximaliste d'Ankara et de son allié azéri !

5.Nouvelles d'Arménie Magazine

26 avril 2022

Le Président d'Uruguay fustige Mevlut Çavusoglu

Le président uruguayen Luis Lacalle Pou a critiqué le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu pour avoir fait le salut de l'organisation ultranationaliste des Loups gris aux Arméniens à Montevideo le 23 avril.

"Il est très regrettable que le ministre turc des Affaires étrangères ait montré le salut des loups gris ultra-nationalistes turcs à un groupe d'Arméniens à Montevideo. La conduite du ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu doit être vivement critiquée. La communauté arménienne est blessée, et elle a raison », a déclaré le président uruguayen, notant que faire progresser les relations en matière commerciale ne signifie pas qu'ils sont d'accord avec la politique intérieure ou étrangère de l'autre partie.

Lors d'une visite en Uruguay pour l'ouverture de l'ambassade de Turquie, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, s'est moqué des manifestants à Montevideo qui se sont rassemblés pour exiger la reconnaissance du génocide arménien à la veille de la Journée du souvenir du génocide arménien. L'Uruguay est le premier pays à avoir reconnu le génocide arménien en 1965.

Une vidéo publiée sur Twitter montre comment les manifestants criaient « asesino » - qui signifie meurtrier en espagnol, lorsque Cavusoglu est sorti du bâtiment et était sur le point d'être chassé. Puis, on voit Cavusoglu souriant et faisant le geste de l'organisation ultranationaliste turque des loups gris, narguant les manifestants.

Le geste utilisé par les ultra-nationalistes turcs a été interdit en Autriche en 2019. En Allemagne, l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne et le Parti de gauche ont également proposé d'interdire l'utilisation du symbole, le qualifiant de fasciste. En France l'« organisation » des loups gris a été dissoute sur ordre du gouvernement.

22 avril 2022

[Le Méridional - Génocide des Arméniens - La mémoire ne doit pas être mise au service des enjeux politiques \(lemeridional.com\)](http://lemeridional.com)

Génocide des Arméniens - La mémoire ne doit pas être mise au service des enjeux politiques

En ce temps de commémoration du génocide des Arméniens par les Turcs Ottomans il y a désormais plus d'un siècle, en 1915, les cérémonies d'hommage se multiplient. Les nouvelles générations, particulièrement en Région Sud, ont appris à vivre avec cette mémoire. Mais celle-ci, si elle demeure vive, ne doit pas être utilisée comme un outil politique, vidée de son sens. C'est le point de vue de Gilbert Derderian, vice-président de l'Assemblée des Délégués du Diocèse apostolique arménien de France, et président de l'Église apostolique arménienne de Beaumont à Marseille, « Saint Grégoire l'Illuminateur ».

> A voir aussi : [Dossier Arménie - « L'Azerbaïdjan profite du conflit en Ukraine pour préparer la prochaine offensive »](#)

Ce que Gilbert Derderian tient d'emblée à souligner, c'est la modernité de l'organisation de l'Église apostolique arménienne : *« Je voudrais rappeler que l'Église apostolique arménienne possède une organisation unique, séculaire et bicéphale, nous explique-t-il. Cette gouvernance est sous l'autorité d'un président laïque en charge de l'organisation juridique et d'un président ex-officio religieux représenté par le prêtre en charge du droit canon, entourés pour notre Église de neuf conseillers paroissiaux tous laïques. »*

« L'absence d'une communication nouvelle »

Pour le président, cette modernité n'est pas sans jurer avec la façon dont sont amenées, 107 ans après le génocide, les commémorations officielles : **« Nous sommes nombreux à regretter l'absence d'une communication nouvelle, qui soit à la hauteur des enjeux imposés par l'expression d'un besoin de**

mémoire ouvert sur le XXIème siècle », note-t-il. Comme d'autres, Gilbert Derderian pense que la « troisième génération » doit pouvoir commémorer le génocide de façon différente. Il n'est pas tendre envers ce qu'il qualifie de « *victimisation surannée* », (notamment à travers l'exemple des affiches de commémoration) : « *107 années sont passées et nous sommes restés sur les mêmes bases d'une représentation du génocide des Arméniens des plus clivantes. Jusqu'à reproduire les mêmes postures, les mêmes discours, les mêmes déambulations.* »

Des célébrations devenues nationales qui éclipsent le biais religieux

Le président fait remarquer avec agacement l'ingérence des Grands Commis de l'Etat dictée par la tournure « nationale » qu'on pu prendre les cérémonies, religieuses à l'origine : « **Regardez certaines affiches dites « officielles », où les cérémonies sont rebaptisées sous les termes génériques de « cérémonies républicaines » !** C'est une manière bien hexagonale de disjoindre les immuables et traditionnelles cérémonies religieuses d'un événement majeur... Pour l'âme arménienne, du baptême à la célébration des obsèques, nos prêtres et nos évêques ont toujours été les premiers et les derniers remparts de la mémoire et de l'identité arménienne. »

> **A voir aussi :** [Dossier Arménie - Turquie, l'ombre cachée derrière l'Azerbaïdjan](#)

Dans cette idée, Gilbert Derderian souligne combien il est important, pour la communauté des Français d'origine arménienne, de s'affranchir des jeux politiques. Les politiques préfèrent s'adresser aux associations se présentant souvent comme représentatives de la communauté. « **Il ne s'agit pas de réclamer aux autorités une banderole par-ci, une illumination par-là, remarque le président.** Il faut recréer du lien dans la communauté, indépendamment des enjeux politiques. »

> **A voir aussi :** [Dossier Arménie - Visite d'un centre de réhabilitation au service des blessés de guerre du conflit au Haut-Karabagh](#)

La nouvelle génération est riche d'une double culture ; « elle a bien plus à apporter que de montrer sa capacité à défiler une fois l'an devant le Consulat de Turquie, conclut Gilbert Derderian. C'est à l'évidence une génération porteuse d'espoir, tellement l'intégration, la résilience et l'agrégation

à la double culture restent un modèle. »

Raphaëlle PAOLI

7.Lyone Capitale

24 avril 2022

[Lyon: plus de 600 personnes pour commémorer le génocide arménien \(lyoncapitale.fr\)](http://lyoncapitale.fr)

Plus de 600 personnes place Antonin Poncet à Lyon pour commémorer le génocide arménien

▪ PAR [ALINE DUCHENE](#)

Organisée de manière indépendante, la célébration traditionnelle du génocide arménien a réuni des centaines de personnes ce dimanche après-midi à Lyon, contre une soixantaine lors de la cérémonie officielle de ce matin.

Les arméniens étaient vent debout à Lyon ce dimanche après-midi pour le traditionnel rassemblement de solidarité envers les victimes du génocide arménien. En cause: la commémoration officielle portée par la Ville de Lyon, la préfecture du Rhône et le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France.

"Un cadeau empoisonné"

En question: l'horaire de la cérémonie. Organisée à onze heures ce matin, elle n'a rassemblé qu'une soixantaine de personnes, la plupart des arméniens étant à l'église à cette heure-là. Un choix qui ne passe pas: *"On veut nous mettre clandestins. Depuis que c'est une commémoration républicaine, c'est un cadeau empoisonné pour nous"*, s'indigne Anne-Marie Hatchadourian, secrétaire au centre national de la mémoire arménienne à Décines.

Pas de chaises, ni d'élus

Et elle n'est pas la seule à être dans l'incompréhension. *"Traditionnellement, on marche pour mettre nos pas dans les pas de ceux qui ont fuit, mais, aujourd'hui, on fuit la tradition"*, s'inquiète Jeannine Paloulian, co-présidente du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF).

Elle explique ne pas comprendre la commémoration officielle de ce matin: *"une cérémonie organisée pour qu'il y ait le moins de monde possible"*. Mais pas de quoi affaiblir les participants, qui annoncent se rassembler encore à l'avenir, malgré l'absence de chaises et d'élus.

Le maire de Lyon, Grégory Doucet, était absent de la célébration religieuse traditionnelle, organisée à 14h à l'église arménienne Saint Jacques de Lyon, dans le 3e arrondissement. Les participants ont ensuite entamé une marche pour rejoindre le mémorial du génocide des Arméniens et de tous les autres crimes contre l'humanité, place Antonin Poncet.

"Pour commémorer le génocide des Arméniens, il vaut mieux être avec la communauté arménienne, quel sens ça peut avoir sinon?"

Gérard Collomb

8.Le Courrier d'Erevan

26 avril 2022

Accord sur une première réunion bilatérale sur la délimitation et la sécurité des frontières

Annoncée à plusieurs reprises ces dernières semaines, les ministres des Affaires étrangères arméniens et azerbaïdjanais se sont mis d'accord sur la tenue d'une première réunion de la Commission sur la délimitation et la sécurité des frontières.

Un communiqué du ministère des Affaires étrangères rapporte l'entretien téléphonique, le 25 avril, du ministre Ararat Mirzoyan avec son homologue azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bayramov.

Les ministres ont procédé à un échange de vues dans le cadre du suivi des accords conclus au niveau des dirigeants des deux États.

Les parties sont convenues de la structure de la Commission sur la délimitation et la sécurité des frontières. Il a été convenu de convoquer une réunion de la Commission sur la délimitation et la sécurité des frontières dans un avenir proche.

Les parties ont également discuté des questions liées au traitement des problèmes humanitaires, ainsi que de la préparation des travaux sur les négociations de paix.

9. Le Courrier d'Erevan

20 avril 2022

[Rencontre à Moscou du Premier ministre et du Président russe Olivier Merlet \(courrier.am\)](#)

Rencontre à Moscou du Premier ministre et du Président russe

Le Premier ministre Nikol Pashinyan et le Président russe Vladimir Poutine ont adopté hier une déclaration conjointe dans le cadre de la visite officielle du Premier ministre arménien en Russie.

Par Olivier Merlet

8 pages, 30 points (comme les 30 ans des relations diplomatiques entre les 2 pays), passant en revue presque en détail tous les domaines de coopération. Le communiqué de presse des services du premier ministre est impressionnant, les moindres domaines de coopération sont évoqués, l'économie, bien sûr, la sécurité, la défense, la finance, l'énergie, l'informatique, la santé, le tourisme, etc.

Bien plus que la réaffirmation des accords très étroits, pour ne pas dire intimes, de coopération entre les deux pays, c'est véritable déclaration de communauté de destins que les deux dirigeants agrément, certainement plus favorable à Moscou qu'à Erevan, question d'échelle, cette dernière ouvrant grand toutes ses portes aux intérêt russes dans tous les domaines, y compris celui l'apprentissage de langue russe. L'érection à Erevan d'un monument dédié à l'amitié arméno-russe est évoquée.

Des questions cruciales qui agitent aujourd'hui l'Arménie, rien de vraiment nouveau. Vladimir Poutine et Nikol Pashinyan avalisent, en s'en félicitant, les dernières dispositions sur le démarrage des pourparlers de paix entre Arménie et Azerbaïdjan. La création d'une commission bilatérale sur la démarcation des frontières et leur sécurisation, « avec le soutien consultatif de la Russie », implique selon eux, la nécessité « d'intensifier la coopération trilatérale entre l'Arménie, la Russie et l'Azerbaïdjan ». À ce sujet, Moscou se dit d'ailleurs « prête à participer aux projets de restauration de l'infrastructure ferroviaire de l'Arménie, y compris la restauration des chemins de fer à Syunik »

Enfin, du statut du Karabakh lui-même, il n'est nulle part fait mention. Aux annonces du gouvernement arménien exigeant des clarifications sur le rôle et l'efficacité de la force d'interposition russe, le communiqué d'hier ne fait que souligner « la contribution décisive du contingent russe de maintien de la paix à

la protection du Haut-Karabagh et à la création de conditions de vie favorables et sûres pour la population [...], la nécessité de résoudre d'urgence la question humanitaire de longue date ». L'engagement des moyens politiques et diplomatiques en constitue la promesse et dans ce contexte, il n'est pas exclu « d'avoir recours à l'utilisation du potentiel et de l'expérience des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE conformément à son mandat international » même si le texte, quelques lignes auparavant, rappelle « qu'aucun État, Union ou coalition ne peut et ne doit assurer sa sécurité au détriment de la sécurité d'autres États ».

Nous publions dans un document séparé la [copie intégrale de la déclaration complète](#) des dirigeants russes et arméniens du 19 avril.

[declaration-conjointe-nikol-pashinyan-vladimir-putin-.pdf](#)

10. Nouvelles d'Arménie Magazine

26 avril 2022

[Le NSS détient des officiers de carrière de l'armée pour espionnage et haute \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le NSS détient des officiers de carrière de l'armée pour espionnage et haute trahison

Le Service de sécurité nationale arménien (NSS) a arrêté un officier de carrière de l'armée pour espionnage et haute trahison, a-t-on appris lundi.

Selon un communiqué de presse du NSS, l'officier a été recruté par des services secrets étrangers et s'est engagé à collecter et à leur transmettre des informations secrètes d'État et officielles.

Le NSS a déclaré que pour une récompense de 1 400 dollars, il avait collecté et transféré aux services spéciaux étrangers les numéros de téléphone de ses anciens camarades diplômés d'une académie militaire à l'étranger, les numéros

de téléphone des officiers en charge du département des missiles et de l'artillerie, ainsi que des informations. sur l'état-major d'une unité militaire, le nombre de systèmes de missiles de la même unité, les pertes de matériel militaire pendant la guerre de 44 jours en 2020, la localisation des systèmes de missiles et d'artillerie, les lieux d'exercices militaires, les équipements militaires utilisés et les noms des officiers supérieurs qui ont participé aux exercices.

De plus, l'officier qui était commandant adjoint d'une batterie de missiles pendant la guerre de 44 jours n'avait pas ordonné de frappes efficaces et ciblées (contre l'ennemi) et pendant longtemps n'avait pas pris de mesures pour camoufler l'équipement de missiles, grâce à quoi le système a été détecté et touché par un drone ennemi.

Il s'est également avéré qu'après la fin de la guerre de 44 jours, il a poursuivi sa coopération avec les services spéciaux étrangers et leur a fourni des informations sur la quantité et les types d'armes et d'équipements militaires importés en échange d'une récompense.

L'officier détenu qui avait un niveau d'habilitation de sécurité a collecté des cartes de combat de l'unité militaire avec des marques secrètes pour une récompense de 8 000 \$, mais n'a pas réussi à les transférer à l'ennemi comme cela a été découvert et détenu par le NSS le 20 avril 2022. Selon le NSS , l'officier a avoué les crimes susmentionnés.

Une personne soupçonnée ou accusée d'un crime présumé est considérée comme innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie conformément à une décision de justice, qui est entrée en vigueur, conformément à la procédure prescrite par le Code de procédure pénale arménien.

11.Nouvelles d'Arménie Magazine

26 avril 2022

[Pachinian veut rassurer le président du Haut Karabagh - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Pachinian veut rassurer le président du Haut Karabagh

Le président du Haut Karabagh a fait savoir lundi 25 avril que le premier ministre de l'Arménie Nikol Pachinian l'avait assuré que l'Arménie sur le statut du territoire qui soit inacceptable pour les Arméniens du Karabagh. Les propos tenus par Pachinian le 13 avril devant le Parlement arménien avaient suscité de vives inquiétudes tant au Karabagh qu'en Arménie, où l'opposition mettait en garde contre l'abandon programmé du Karabagh par les autorités arméniennes. Pachinian avait invoqué les pressions de la communauté internationale sur l'Arménie, incitée à "abaisser un peu la barre sur la question du statut du Haut-Karabagh" et à reconnaître l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. Il ajoutait que Erevan serait disposée à accorder plus de concessions en ce sens à Bakou. Si ce discours avait été applaudi par les Etats-unis et l'Union européenne, l'opposition arménienne redoublait de violence dans ses critiques contre Pachinian, l'accusant d'avoir accepté le contrôle de l'Azerbaïdjan sur le Karabagh. Les autorités arméniennes du Karabagh avaient publiquement exprimé leur désaccord et leurs craintes. Dans une résolution approuvée par l'unanimité de ses membres, le Parlement du Karabagh avait demandé aux autorités de l'Arménie d' "abandonner leur position actuelle désastreuse". Arayik Harutiunian, le président du Karabagh, a une fois encore évoqué cette question lors d'une rencontre avec d'autres officiels à Stepanakert. Selon son service de presse, Harutiunian leur aurait dit qu' "aucun document sur le statut de l'Artsakh (Karabagh) n'est en discussion à ce stade". Il a annoncé un "accord clair avec le premier ministre d'Arménie sur le fait que dans l'éventualité de quelque discussion sur le futur statut de l'Artsakh au niveau international, la position de la partie arménienne devait être conforme à l'opinion des autorités de la République d'Artsakh et de son peuple". Pachinian avait souligné vendredi que son gouvernement n'avait aucunement l'intention de "rendre" le Karabagh au détour d'un accord de paix avec l'Azerbaïdjan. Mais il s'est montré une fois encore pour le moins vague concernant le statut du Karabagh qui serait acceptable pour Erevan dans le contexte actuel. Il a préféré attaquer ses opposants politiques, en affirmant qu'une ligne plus dure, telle qu'ils la défendent, conduirait à une nouvelle guerre avec l'Azerbaïdjan et à la perte définitive du Karabagh.

12.Nouvelles d'Arménie Magazine

25 avril 2022

[Le député de l'opposition Omer Faruk se déclare en faveur de la reconnaissance \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le député de l'opposition Omer Faruk se déclare en faveur de la reconnaissance du génocide arménien

Omer Faruk Gergerlioglu, membre du Parti démocratique du peuple pro-kurde, représenté au parlement turc, a fait une note sur le génocide arménien.

Je ressens la douleur de toutes les personnes qui ont perdu la vie lors du génocide arménien du 24 avril 1915. Nous devons faire face à l'histoire, nous devons avoir de la compassion. Nous devons être sensibles à toutes sortes de douleurs" , a écrit le député de l'opposition turque dans son microblog Twitter, rapporte Armenpress.

Krikor Amirzayan

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

25 avril 2022

[Nikol Pachinian a félicité Emmanuel Macron pour sa réélection à la Présidence \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Nikol Pachinian a félicité Emmanuel Macron pour sa réélection à la Présidence de la France

Le Premier ministre Nikol Pachinian a adressé une lettre de félicitations à Emmanuel Macron pour sa victoire aux élections présidentielles françaises et sa réélection à la Présidence de la France, informe le bureau de presse du Premier ministre arménien. Le message dit :

" Monsieur le Président, cher Emmanuel,

Veillez accepter mes plus vives et chaleureuses félicitations pour votre victoire convaincante aux élections présidentielles françaises et votre réélection en tant que Président de la République française.

Le vote de confiance du peuple français est la plus haute appréciation du travail de fond que vous avez accompli en tant que Président au cours des années précédentes, ce qui confirme le succès de la voie politique que vous avez choisie.

Je vous souhaite force et endurance pour les cinq prochaines années afin de poursuivre votre politique avisée au poste élevé de la République française, pour conduire le peuple français vers de nouveaux succès. Soyez assurés que l'Arménie est aux côtés de la France ami pour relever tous les défis communs.

Je suis sûr que votre réélection au cours des cinq prochaines années donnera un nouvel élan aux relations privilégiées entre l'Arménie et la France, permettra de poursuivre avec succès nos projets communs convenus, y compris les efforts visant à favoriser les relations économiques bilatérales.

L'Arménie apprécie hautement le rôle de la France en tant que coprésidente du groupe de Minsk de l'OSCE dans l'établissement d'une paix durable dans notre région, et se réjouit de poursuivre ce travail au cours du second mandat de cinq ans de votre présidence.

Je me réjouis de vous accueillir à Erevan dans un avenir proche et je vous félicite

une fois de plus pour votre victoire confiante et vous souhaite beaucoup de succès.

Je vous prie, Monsieur le Président, de croire en l'assurance de ma haute considération." Source Armenpress

14.Nouvelles d'Arménie Magazine

26 avril 2022

[Erevan et Bakou seraient prêts à engager les négociations sur la démarcation \(...\)](#)
[- Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Erevan et Bakou seraient prêts à engager les négociations sur la démarcation des frontières

L'Arménie et l'Azerbaïdjan auraient accepté d'engager les négociations en vue de la délimitation et de la démarcation de leurs frontières communes, a annoncé lundi 25 avril le ministère arménien des affaires étrangères. Le ministère a indiqué que le ministre arménien des affaires étrangères Ararat Mirzoyan et son homologue azerbaïdjanais Jeyhun Bayramov, seraient parvenus à un accord sur ce point lors de leur deuxième entretien téléphonique en deux semaines. Les deux parties devraient bientôt organiser une "rencontre concernant la commission" sur la démarcation de la frontière, indique le ministère sans fournir de date pour une telle rencontre ni pour la suite des négociations. Selon le communiqué relatif à l'entretien téléphonique entre les deux ministres, MM.Mirzoyan et Bayramov auraient aussi discuté des préparatifs du processus de négociations parallèle relatif à un traité de paix arméno-azerbaïdjanais. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, de son côté, a fait savoir qu'il avait déjà désigné les deux négociateurs azéris en charge de ces dialogues distincts sur le traité et sur la démarcation de la frontière avec leurs homologues arméniens. Mais on ne sait pas si Erevan a pour sa part, mis sur pieds les équipes de négociateurs en charge de ces deux processus. Aliev et le premier ministre arménien Nikol Pachinian

s'étaient mis d'accord une première fois sur le principe d'une telle commission lors de leur rencontre trilatérale avec le président russe Vladimir Poutine en novembre 2021. Mais cet accord n'avait pas été suivi d'effets, Erevan n'ayant pas obtenu les mesures de confiance demandées à Bakou. La question avait été aussi au cœur de la rencontre entre les leaders azéri et arménien en décembre 2021 à Bruxelles, sous l'égide du président du Conseil européen Charles Michel. Alors que la Russie s'isole pour cause de guerre en Ukraine, l'Europe a repris la main sur ce dossier et obtenait d'Aliiev et de Pachinian, réunis une nouvelle fois sous l'égide de C. Michel à Bruxelles, qu'ils s'engagent à former la commission avant la fin de ce mois. C. Michel avait fait savoir à cette occasion que les deux leaders auraient aussi décidé d' « avancer rapidement » sur la voie d'un traité de paix. La Russie s'estime mise sur la touche par les Européens pressés de recueillir les fruits des efforts qu'elle affirme avoir déployés en vue de restaurer la paix au Sud Caucase. Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse aux côtés de son homologue arménien Mirzoyan à Moscou le 8 avril, avait accusé l'Union européenne et les Etats-Unis de s'appropriier les efforts de la Russie au service de la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en mettant à profit l'antagonisme qu'a fait naître la guerre en Ukraine. Dans une déclaration commune publiée à l'issue de leur rencontre du 19 avril, Pachinian et le président russe Vladimir Poutine ont réaffirmé le rôle clé de Moscou dans le processus de paix. A cette occasion, ils ont fait savoir qu'ils accélèreraient le processus de création annoncé de la commission sur la démarcation de la frontière. "Nous sommes prêts à fournir l'assistance de conseil à la Commission bilatérale sur le délimitation de la frontière, à fournir le matériel cartographique nécessaire", a indiqué un haut responsable de la diplomatie russe, Denis Gonchar, dans une interview publiée lundi par l'agence de presse russe RIA Novosti.

15.Le Courrier d'Erevan

22 avril 2022

Les États-Unis et la France n'ont

pas exprimé leur volonté de reprendre les travaux des coprésidents du groupe de Minsk

Les Etats-Unis et la France n'ont pas fait savoir qu'ils étaient prêts à reprendre les travaux des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, a déclaré la représentante officielle du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova.

"Nous n'avons pas reçu de tels signaux, et ne nous y attendons même pas", peut-on lire dans le communiqué publié sur le site du ministère.

Selon Mme Zakharova, Washington et Paris "ont en fait paralysé le travail des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE en refusant la coopération avec la participation de la Russie".

"De telles coïncidences ne sont pas accidentelles. Comme les tentatives ouvertes de Bruxelles de s'approprier les accords de haut niveau bien connus entre la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie (démarcation de la frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, rétablissement des communications) et l'agenda proposé par les coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE l'année dernière (questions humanitaires urgentes, réparation d'un traité de paix entre Bakou et Erevan).

Dans ce contexte, nous réaffirmons notre engagement inconditionnel à mettre en œuvre de manière cohérente les déclarations des dirigeants de la Russie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie des 9 novembre 2020, 11 janvier, 26 novembre 2021. Dans le même temps, nous sommes déterminés à contribuer par tous les moyens à la conclusion d'un traité de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, avec laquelle nous sommes historiquement liés par des relations d'amitié, d'alliance et de partenariat", a déclaré Mme Zakharova.

Auparavant, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait déclaré que la France et les États-Unis avaient refusé de coopérer avec la Russie au sein du groupe de Minsk de l'OSCE.

Source: Armenpress

16. Le Courrier d'Erevan

25 avril 2022

[Annonce des Humanitaires d'Aurora 2022 à Erevan \(courrier.am\)](#)

Annonce des Humanitaires d'Aurora 2022 à Erevan

Le 24 avril 2022, à l'occasion de la Journée de commémoration du génocide des Arméniens, l'Initiative Humanitaire Aurora a annoncé les noms des Humanitaires Aurora 2022, sélectionnés pour leur impact exceptionnel, leur courage et leur engagement à se mettre en danger pour aider les autres. Un prix d'un million de dollars américains est attribué au nom des survivants du génocide des Arméniens et en remerciement à leurs sauveurs afin de relever les défis humanitaires sur le terrain dans le monde entier, en mettant l'accent sur l'aide aux plus démunis.

L'annonce a été faite au Matenadaran, le dépôt national de manuscrits anciens situé à Erevan, en Arménie. L'un des humanitaires sera ensuite nommé lauréat du Prix Aurora 2022.

"Ces héros exceptionnels des temps modernes nous rappellent que, même dans les périodes les plus sombres, un avenir meilleur est entre les mains de ceux qui y croient et qui sont prêts à faire des choses extraordinaires pour le garantir. Beaucoup d'entre nous peuvent se sentir dépassés par la marée apparemment sans fin de douleur et de souffrance humaine à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui, mais les Humanitaires d'Aurora restent des phares de compassion. Ils guident et inspirent l'humanité. C'est un honneur pour moi de faire partie de l'initiative qui les reconnaît et les soutient", a déclaré Lord Ara Darzi, président du Comité de Sélection du Prix Aurora et directeur de l'Institute of Global Health Innovation à l'Imperial College de Londres.

Les Humanitaires Aurora 2022 sont :

- [Jamila Afghani](#) (Afghanistan), militante pacifiste et fondatrice de l'Organisation Noor pour l'éducation et le développement des capacités (NECDO) qui a consacré plus de 25 ans de sa vie à donner aux femmes afghanes l'accès à l'éducation. Après que les talibans ont pris le contrôle de son pays, Jamila Afghani a été forcée de fuir son pays natal - mais elle n'a pas abandonné son peuple.
- [Hadi Jumaan](#) (Yémen), militant pacifiste, médiateur et collectionneur de corps du Yémen qui risque régulièrement sa vie pour faciliter l'échange de prisonniers de guerre et récupérer des restes humains sur les lignes de front. Alors que le pays continue de connaître une crise politique et humanitaire prolongée causée par la guerre civile. M. Jumaan apporte aux familles la seule consolation qui leur reste : la connaissance que leurs proches et perdus peuvent enfin reposer en paix.
- [Mahienour El-Massry](#) (Égypte), avocate et militante politique égyptienne, elle promeut les libertés politiques et les droits de l'homme dans le pays, organise des manifestations pacifiques et défend les prisonniers politiques devant les tribunaux. En Égypte, exprimer son désaccord avec la politique officielle peut s'avérer dangereux, Mahienour El-Massry a été détenue et emprisonnée à plusieurs reprises pour son militantisme. Néanmoins, elle reste optimiste quant à l'avenir de son pays et déterminée à être un agent de changement positif.

« En tant que lauréate du Prix Aurora, j'ai été témoin de l'impact du soutien et de la reconnaissance au niveau international. L'Initiative Humanitaire Aurora donne aux militants et aux défenseurs des droits humains, qui agissent souvent seuls, un moyen de promouvoir et d'élever leur travail afin qu'ils puissent accomplir encore plus. Je tiens à féliciter les Humanitaires Aurora 2022 et à leur souhaiter le meilleur dans leurs activités », a déclaré [la lauréate du Prix Aurora 2021 Julienne Lusenge](#), co-fondatrice de la Solidarité des femmes pour une paix et un développement inclusifs (SOFEPADI) et du Fonds pour les femmes congolaises (FFC).

Les candidatures pour le Prix Aurora 2022 ont officiellement été ouvertes le 24 avril 2021. Au total, [633 candidatures](#) ont été reçues en provenance de 62 pays, dont l'Arménie, le Brésil, la République tchèque, la Géorgie, l'Inde, le Nigéria, le Pakistan, le Rwanda, les États-Unis et l'Ukraine. Le lauréat du Prix Aurora est honoré chaque année d'un prix d'un million de dollars qui lui donne une occasion

unique de poursuivre le cycle des dons et de soutenir les organisations qui aident les personnes dans le besoin.

« Chaque année, je suis impressionné par les héros exceptionnels qu'Aurora soutient et par leur travail. Ils doivent faire face à des défis incommensurables dans des circonstances inimaginables où les chances sont très élevées contre eux. Et pourtant, leur humanité, leur foi, leur courage leur permettent de continuer à avancer. Je souhaite ardemment que le monde apprenne d'eux, car cela le rendrait certainement bien meilleur", a noté le Dr Tom Catena, lauréat du Prix 2017, président de l'Initiative Humanitaire Aurora et directeur médical de l'hôpital Mother Mercy au Soudan.

Conformément à la tradition, les noms des Humanitaires Aurora 2022 sont inscrits dans les Chroniques d'Aurora, un [manuscrit unique du 21e siècle](#) qui contient les représentations des activités de l'Initiative Humanitaire Aurora. Le tome sera exposé pour le public au Matenadaran.

Pour regarder l'annonce: <https://www.youtube.com/watch?v=UyMpZag4YBA>

17.Facebook

26 avril 2022

Par Armen Gazarian

REPEUPELEMENT DES TERRITOIRES OCCUPÉS DE L'ARTSAKH PAR L'AZERBAÏDJAN

Pendant que les « festivités » du 24 avril s'activent avec l'auto-satisfaction des structures communautaristes Arménouches de France autour de réception-apéros, de son et lumière, de calicots et bâches commémoratives... Ilham Aliyev était hier, lui, à Chouchi pour faire un point sur l'avancement de travaux d'infrastructures de l'Azerbaïdjan dans les territoires occupés d'Artsakh :

- Construction de la route Fizouli-Chouchi dont le creusement de tunnels dans le village de Karine Dag pour relier Chouchi.
- Construction d'une nouvelle route pour développer les transports dans la région de Latchine. Cette nouvelle route de 28 km reliant 6 villages du district de Latchine, permettra de relier l'Arménie aux territoires du Karabakh sous contrôle russe depuis novembre 2020 et sera mise en service en juillet 2022.
- Hausse des investissements de l'Azerbaïdjan dans les territoires recouverts. En 2021, les investissements dans le Karabakh et le Zanguezour-Oriental ont dépassé 2,2 Mds AZN (1,3 Md USD) selon le Comité d'Etat aux statistiques azéris. Les principales régions bénéficiaires sont Fizouli (673 M AZN) et Chouchi (300 M AZN).
- Développement des services de communication dans les territoires occupés de l'Artsakh. Selon le ministère du Développement numérique et des Transports, en 2021, un réseau mobile 4G a été mis en place dans 50 % de ces territoires et les services postaux y ont été établis vers quatre aires urbaines.
- Azerbaïdjan/France — Livraison à ADY des dernières locomotives Alstom. Alstom livre le dernier lot de locomotives de fret du contrat conclu en 2014 (livraison de 40 locomotives de fret (AZ8A) et 10 locomotives de passagers (AZ4A) pour 288,0 MEUR avec la compagnie nationale des chemins de fer.
- Azerbaïdjan/France - Inauguration du nouveau dépôt de locomotives de Ganja. Le nouveau dépôt ferroviaire de Ganja a été inauguré le 30 janvier 2022 en présence du président Aliyev. Cette infrastructure a bénéficié d'un financement de l'Agence française de Développement.
- Azerbaïdjan/France — Nouveau contrat pour AXENS en Azerbaïdjan. Axens et la SOCAR ont signé un contrat pour la fourniture d'une unité de craquage catalytique pour moderniser la raffinerie de Bakou.